



**University of
Zurich**^{UZH}

**Zurich Open Repository and
Archive**

University of Zurich
University Library
Strickhofstrasse 39
CH-8057 Zurich
www.zora.uzh.ch

Year: 2005

Unis contre la mondialisation ? Une analyse de la convergence programmatique des partis populistes de droite européens

Bornschieer, Simon

DOI: <https://doi.org/10.3917/ripc.124.0415>

Other titles: United against globalisation ? An analysis of the convergence of european right-wing populist party programmes

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich

ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-2976>

Journal Article

Originally published at:

Bornschieer, Simon (2005). Unis contre la mondialisation ? Une analyse de la convergence programmatique des partis populistes de droite européens. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 12(4):415-432.

DOI: <https://doi.org/10.3917/ripc.124.0415>

UNIS CONTRE LA MONDIALISATION ? UNE ANALYSE DE LA CONVERGENCE PROGRAMMATIQUE DES PARTIS POPULISTES DE DROITE EUROPÉENS

Simon BORNSCHIER

Cet article considère la croissance des partis populistes de droite comme un des éléments d'une transformation plus large des systèmes de parti européens, due à l'émergence d'enjeux liés à l'identité, et comme un contre-mouvement à la gauche libertaire. Bien que la mondialisation ne soit pas à l'origine du développement de ces partis, elle catalyse le potentiel culturel et économique que ces partis mobilisent. On peut donc s'attendre à ce que les orientations programmatiques des partis populistes de droite convergent. La partie empirique de cet article examine cette proposition au travers de l'analyse comparée de l'espace politique de l'Autriche, de la France, des Pays-Bas et de la Suisse.

Introduction¹

La présence continue, ou de plus en plus marquée, des partis populistes de droite dans le paysage politique ouest européen d'aujourd'hui est un phénomène qui échappe aux explications centrées sur des pays individuels. Malgré quelques différences dans les politiques préconisées par ces partis, il semble y avoir une certaine convergence dans leur profil programmatique. Cette observation, qui se centre sur ce que l'on appelle "le nativisme différentialiste", est de plus en plus associée à une position favorable au protectionnisme économique dans le domaine international, même si les partis en question peuvent favoriser des stratégies économiques libérales au

1. Cet article présente les résultats d'une thèse en cours mené dans le cadre du projet "changement politique national dans un monde en cours de mondialisation", mené conjointement par une équipe de l'université de Zurich (professeur Hanspeter Kriesi, Romain Lachat, Timotheos Frey et l'auteur de cet article) et par une équipe de l'Université de Munich (professeur Edgar Grande, Dr Martin Dolezal). Le projet est financé par le Fonds National Suisse et la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG). Je voudrais remercier Timotheos Frey pour son aide dans l'analyse et la présentation MDS.

niveau national². On peut défendre l'idée que ce phénomène fait partie d'un processus plus large dans lequel la mondialisation provoque de nouveaux conflits opposant des "gagnants" et des "perdants" suite à l'ouverture des marchés nationaux et à l'augmentation des flux culturels transnationaux³.

Dans cet article, j'adhère à la position de Betz et al. qui suggère que la convergence des programmes des partis populistes de droite dans les années 90 est liée au processus de mondialisation. Au même moment, comme un certain nombre de spécialistes l'ont montré, la plupart de ces partis se sont développés en réaction aux constellations politiques nationales spécifiques des années 80⁴. Mon objectif est donc double : dans la partie théorique de cet article, je développe deux potentiels politiques opposés à la mondialisation. L'un a un fondement économique, alors que l'autre concerne plutôt les menaces perçues contre l'identité de certains groupes de citoyens. L'argument suivant est que la mobilisation des partis populistes de droite est rendue possible par leur structure hiérarchique interne d'une part et par la force de l'affaiblissement des clivages traditionnels de l'autre. Puisque ces facteurs sont susceptibles d'opérer de manière semblable dans les différents pays, le modèle présenté postule que les positions des partis populistes de droite convergeront.

Le second objectif de cet article est de tester empiriquement cette proposition. Pour comparer le profil programmatique des partis populistes de droite, à la fois au cours du temps et entre les différents pays, j'utilise des données issues d'un codage de la couverture médiatique des campagnes électorales. Ces données ont été collectées dans le cadre du projet de recherche dans lequel je suis impliqué et couvrent quatre pays où l'on constate une forte présence des partis populistes de droite au niveau national, à savoir la Suisse, les Pays-Bas, la France, et l'Autriche. Dans chacun de ces pays, trois périodes d'élection dans les années 90 sont analysées, tandis qu'une élection dans les années 70 sert de point de référence pour une période où nous nous attendons à ce que la politique nationale n'ait pas encore été structurée par la mondialisation.

Une étude empirique des positions des partis vis-à-vis de certains enjeux, en utilisant une analyse multidimensionnelle (*Multidimensional Scaling* – MDS), révèle que la compétition dans les systèmes de parti européens se

2. BETZ H.-G., "Against Globalization. Xenophobia, Identity Politics and Exclusionary Populism in Western Europe", manuscrit, 2002. BETZ H.-G., "Globalization, Representation, and the Populist Challenge", manuscrit, 2004.

3. KRIESI H., GRANDE E., LACHAT R., DOLEZAL M., BORNSCHIER S., FREY T., "Globalization and the Transformation of the National Political Space : six European Countries Compared", *European Journal of Political Research*, à paraître.

4. BETZ H.-G. and IMMERFALL S., (eds.), *The New Politics of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, New-York, St. Martin's Press, 1998. IGNAZI P., *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

structure autour d'un axe de conflit économique et d'un axe culturel. Tandis que nous constatons que les dimensions de l'espace politique dans les années 90 s'accordent plutôt bien avec celles postulées par Kitschelt dans son analyse des partis radicaux de droite des années 80⁵, on peut montrer que le contenu de ces dimensions politiques a été modifié par la mondialisation. La ligne de conflit culturelle oppose des valeurs libertaires universalistes à des valeurs traditionnelles et organico-communautaires.

Mondialisation et nouveaux potentiels politiques

La logique économique

Dans le cadre de cette recherche, la mondialisation peut être comprise au sens large comme un élargissement spatial et une intensification des interactions économiques et culturelles régionales ou globales⁶. Du point de vue économique, on peut supposer que l'augmentation des interactions financières et la croissance du commerce international intensifient la concurrence sur le marché du travail pour les employés moins qualifiés. Il n'est pas facile de distinguer les effets de la mondialisation en tant que tels sur la structure économique et les offres d'emploi des effets du processus général de modernisation qui était au centre de l'étude de Kitschelt et McGann⁷. Mais vue en tant qu'une accélération de la modernisation, la mondialisation, mais aussi l'europanisation, sont susceptibles d'intensifier les nouvelles divisions sociales⁸. Les "perdants" de ce processus sont des individus sous qualifiés qui, soit rencontrent une difficulté croissante à rester concurrentiels sur le marché du travail, soit font face à un déclin relatif de leur revenu réel, selon le système politico-économique de leur pays⁹. Ceux qui sont laissés à la traîne par la modernisation pourraient constituer ce que Dahrendorf a

5. KITSCHELT H. and MCGANN A., *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995.

6. Cette définition se rapproche de celle utilisée par Goldblatt D., Held D., McGrew A., Perraton J., "Economic Globalization and the Nation-State Shifting Balances of Power", *Alternatives*, Vol 2, No. 269-285, 1997. Comme cette définition le montre de façon évidente, la mondialisation n'est pas seulement un phénomène économique. Pour des raisons qui seront évidentes plus tard, le débat pour savoir à quel point on a besoin de la "réelle" mondialisation ne nous concerne pas ici. Pour une revue de ce débat, voir HELD D. and MCGREW A., "The Great Globalization Debate : An Introduction", in HELD D. and MCGREW A., (eds.), *The Global Transformations Reader. An Introduction to the Globalization Debate*, Cambridge, Polity Press, 2000, pp. 1-45.

7. KITSCHELT H. and MCGANN A., *op. cit.*, 1995.

8. Voir KRIESI H., GRANDE E., LACHAT R., DOLEZAL M., BORNSCHIER S., FREY T., *op. cit.*, 2005, et ESPING-ANDERSEN G., "Politics Without Class ? Postindustrial Cleavages in Europe and America", in KITSCHELT H., LANGE P., MARKS G., STEPHENS J. D., (eds.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 293-316.

9. SCHARPF F. W., "Economic Changes, Vulnerabilities, and Institutional Capabilities", in SCHARPF F. W. and SCHMIDT V. A., (ed.), *Welfare and Work in the Open Economy*, Vol. 1, Oxford, Oxford University Press, 2000, pp. 68-124.

appelé les “nouvelles sous-classes”, par opposition à la “classe de la majorité¹⁰”.

De façon évidente, la mondialisation est seulement un facteur contribuant à la modernisation. Puisque les deux processus ont généralement les mêmes conséquences et affectent les mêmes groupes sociaux, il n'est pas évident de voir pourquoi un potentiel anti-mondialiste devrait automatiquement suivre. La forme que prend une réaction politique aux changements économiques structurels dépend fortement de la façon dont ce processus est perçu et interprété par les groupes sociaux qu'il affecte, mais aussi par la société dans son ensemble. Considérant qu'une opposition à la modernisation, en général, pourrait constituer un potentiel anticapitaliste, attribuer les difficultés croissantes sur le marché du travail à la mondialisation économique aura plus probablement comme conséquence l'apparition d'un potentiel protectionniste anti-mondialiste. Celle des deux formes qui l'emportera dépend alors de la façon dont elles sont mobilisées par les acteurs politiques. À cet égard, les acteurs politiques établis, qu'ils se revendiquent de la gauche politique ou de la droite, ont employé les impératifs structurels de la mondialisation ou de l'intégration européenne comme argument pour contrer l'opposition aux mesures impopulaires, comme la rigueur budgétaire ou le recul de l'État providence dans les années 90.

En conséquence, il n'a pas été très difficile pour les partis populistes de droite d'obtenir un écho en propageant un “retour du politique” pour contrer les impératifs structurels de la mondialisation dans la politique économique. Ceci mène alors à l'émergence d'un potentiel national protectionniste, lié à la mondialisation, qui correspond à une première logique économique-utilitaire de la mobilisation anti-establishment de la droite populiste.

En même temps, en limitant la marge de manœuvre des gouvernements dans la politique économique¹¹, la mondialisation est susceptible de réduire l'importance relative des enjeux de redistribution et de contribuer à l'affaiblissement du clivage de classe. Les enjeux politiques liés à l'identité peuvent de ce fait prendre plus d'importance parce qu'ils ne sont plus “organisés hors de la politique¹²” par des partis sensibles principalement aux enjeux de redistribution. De ce fait, le mécanisme économique renforce un autre potentiel qui dérive d'une logique culturelle-identitaire.

10. DAHRENDORF R., *The Modern Social Conflict. An Essay on The Politics of Liberty*, New York, Weidenfeld and Nicolson, 1988.

11. SCHARPF F. W., *op. cit.*, 2000. ZÜRN M., “Politische Fragmentierung als Folge der gesellschaftlichen Denationalisierung?”, in LOCH D., HEITMEYER W., (ed.), *Schattenseiten der Globalisierung. Rechtsradikalismus, Rechtspopulismus und separatistischer Regionalismus in westlichen Demokratien*, Frankfurt/Main, Suhrkamp, 2001, pp. 111-139.

12. Référence est faite ici à la célèbre métaphore de Schattschneider : SCHATTSCHEIDER E. E., *The Semisovereign People. A Realist's View of Democracy in America*, London, Wadsworth, 1975 [1960].

La logique culturelle-identitaire

Le deuxième mécanisme est culturel, ou plus précisément, se rapporte aux identités. Les identités peuvent être comprises ici comme les définitions des orientations et des buts fondamentaux des individus, dont certains rassemblent les personnes, alors que d'autres les séparent¹³. Le développement du potentiel identitaire remonte aux années 70, quand ont surgi de nouveaux enjeux politiques qui avaient davantage rapport avec les valeurs et les styles de vie qu'avec les questions de conflit traditionnelles et matérialistes¹⁴. Kitschelt a prouvé empiriquement que, dans les années 80, la division selon les valeurs avait créé un espace politique bidimensionnel dans les systèmes de parti européens¹⁵. Traversant le vieil "axe distributionnel", une ligne de conflit opposant des valeurs libertaires et autoritaires était apparue dans la structuration des attitudes des électeurs. Au centre de cette transformation se trouvaient les partis socio-démocratiques et les partis verts qui se sont approprié des enjeux défendus par des Nouveaux Mouvements Sociaux.

Du côté libertaire de ce faisceau de valeurs, il est assez évident que la "politique identitaire" a rapport avec l'identité, puisqu'elles évoluent autour du combat pour l'identification de la différence, par exemple en termes de style de vie, de genre ou de sexualité. Ce qui caractérise tous les Nouveaux Mouvements Sociaux est que la constitution même d'un mouvement essayant de réaliser certains buts nécessite un processus de formation et d'entretien de l'identité collective¹⁶. Les mouvements de gauche, par leur résonance sociale, semblent avoir réussi en formant des identités politiques dans des segments de la société plus larges, au-delà de ceux participant réellement aux mouvements – dans la mesure où ces segments s'identifient avec les buts de ces mouvements. Snow et McAdam appellent cela "la diffusion générale" des identités de mouvement¹⁷.

J'adhère sur ce point à la conception de Kriesi qui veut que la mobilisation de la droite populiste soit un éléments d'un mouvement plus large de la

13. Cf. TAYLOR C., *Sources of the Self. The Making of Modern Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 [1989]. Pour une perspective de psychologie sociale, voir TAJFEL H., *Human Groups and Social Categories. Studies in Social Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, ainsi que BURKE P. J., "Identities and Social Structure : The 2003 Cooley-Mead Award Address", *Social Psychology Quarterly*, Vol. 67, No. 1, 2004, pp. 5-15.

14. INGLEHART R., *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

15. KITSCHOLT H., *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

16. Voir MELUCCI A., *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, et HABERMAS J., *Faktizität und Geltung. Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaats*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, ch. 8, 1992.

17. SNOW D. A. and McAdam D., "Identity Work Processes in the Context of Social Movements : Clarifying the Identity/Movement Nexus", in STRYKER S., OWENS T. J. and WHITE R. W., (ed.), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2001, pp. 41-67.

droite, issu des vastes transformations sociales qui opposent les groupes sociaux pour des raisons structurelles et culturelles¹⁸. Comme on ne le note pas si souvent, les mouvements de droite – tels que les mouvements religieux, fondamentalistes et nationalistes – sont également des manifestations de la politique identitaire et sont aussi fort concernés par l’identification, comme le précise Calhoun¹⁹. Le fait que les mouvements de droite sont aussi des manifestations de la politique d’identité n’est peut-être pas aussi évident puisque le modèle sous-jacent est plus diffus. Tandis que la recherche d’identification des libertaires est souvent associée à des buts spécifiques, le modèle traditionaliste-autoritaire est essentiellement conservateur et réactif, plutôt que libertaire.

En conséquence, contrairement à la gauche politique, ce nouvel axe de conflit a eu un impact moins uniforme sur la droite politique, bien que Kitschelt et McGann aient argué du fait que le pôle opposé sur le nouvel axe libertaire-autoritaire du conflit soit représenté par des partis de droite radicale²⁰. De même, selon l’interprétation d’Ignazi, les partis de droite radicale sont un “sous-produit d’une contre-révolution silencieuse²¹”, en d’autres mots : un équivalent de droite à la “Révolution Silencieuse” d’Inglehart. Cependant, les processus que ces auteurs esquissent pour expliquer l’émergence de la droite radicale sont beaucoup plus spécifiques aux pays que ne l’est le même processus pour la gauche.

En raison de ces différences dans le profil programmatique de la droite radicale, on peut discuter du fait que son émergence puisse être considérée comme une transformation de la droite politique équivalente à celle de la gauche dans son mouvement vers des positions libertaires, déjà dans les années 80. J’arguerais du fait que dans les années 80, la “formule gagnante” des partis populistes de droite n’a pas tellement consisté en un profil programmatique spécifique, mais dans *une flexibilité stratégique*, qui leur a permis de capturer les enjeux que d’autres partis avaient négligés. Cette flexibilité est rendue possible par leur structure interne hiérarchique, qui les distingue du caractère pluraliste des partis établis. Là où un parti préexistant

18. KRIESI H., “Movements of the Left, Movements of the Right : Putting the Mobilization of Two New Types of Social Movement into Political Context”, in KITSCHELT H., LANGE P., MARKS G., STEPHENS J. D., (eds.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 398-423.

19. CALHOUN C., “Social Theory and the Politics of Identity”, in CALHOUN C., (ed.), *Social Theory and the Politics of Identity*, Oxford/Cambridge, Blackwell, 1994, p. 22f. Pour une explication détaillée du concept d’identification, voir HONNETH A., *Kampf um Anerkennung. Zur Moralischen Grammatik sozialer Konflikte. Mit einem neuen Nachwort*, Frankfurt/Main, Suhrkamp, 2003 [1992]. L’auteur dérive le concept de la philosophie et de la psychologie sociale.

20. KITSCHELT H. and MCGANN A., *op. cit.*, 1995.

21. IGNAZI P., “The Crisis of Parties and the Rise of New Political Parties”, *Party Politics*, Vol. 2, No. 4, 1996, pp. 549-565. IGNAZI P., *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

et établi a subi une transformation en parti populiste, comme dans le cas du FPÖ autrichien ou du SVP/UDC Suisse, son émergence a été accompagnée d'un changement dans son organisation interne destinée à construire des structures hiérarchique permettant à un leader charismatique de dominer le parti. Ceci ressort de l'analyse du cas autrichien effectuée par Ignazi aussi bien que de l'expérience Suisse, où Blocher a limité le pluralisme interne et est parvenu à dominer d'abord la section de Zurich du SVP, puis sa structure nationale²².

Comme la vaste littérature sur les positions programmatiques par pays l'indique, les partis populistes de droite ont à plusieurs reprises retourné leur position politique en réponse aux sentiments de la population. Ceci leur permet de défendre les enjeux que les partis établis ne prennent pas en considération, les demandes néolibérales des années 80 par exemple (dans le domaine national). Les partis populistes de droite se présentent comme étant des partis "anti-cartels", selon la terminologie de Katz et Mair²³. Selon Betz, les politiques d'immigration n'ont pas joué un rôle important jusqu'au début des années 90²⁴.

En tant que force conservatrice et réactionnaire, les valeurs et les buts des mouvements de droite sont probablement plus diffus et moins enclins à mobiliser en la base, et donc plus dépendant des élites politiques que les buts libertaires. Pour cette raison, je postule que la formation d'une identité collective est plus difficile pour les mouvements de droite que pour les mouvements de la gauche libertaire. Cependant, l'organisation durable des intérêts collectifs implique toujours la construction d'une identité collective, comme l'histoire de la formation des clivages nous l'enseigne²⁵. On peut donc émettre l'hypothèse que pour que le potentiel traditionaliste ou autoritaire soit politisé de manière à mobiliser de larges segments de la société, il doit être connecté à des conflits politiques plus concrets qui puissent mener à la formation d'une identité collective. Ici, beaucoup dépend de la capacité des politiciens populistes à stimuler et à créer les enjeux qui poussent à la formation de l'identité collective.

22. IGNAZI P., *op. cit.*, 2003, pp. 111-116. MEIENBERG M., NICK-MILLER C., HOFFMANN M., MÜLLER R., "Eine Analyse des SVP-Wahlerfolgs im Kanton Zürich zwischen 1995 und 2003", article de séminaire de recherche, Institut für Politikwissenschaft, Université de Zurich, 2004.

23. KATZ R. S., MAIR P., "Changing Models of Party Organization and Party Democracy. The Emergence of the Cartel Party", *Party Politics*, Vol. 1, No. 1, 1995, 5-28.

24. BETZ H.-G., *op. cit.*, 2004, ch. 2.

25. Voir ROKKAN S., *Staat, Nation und Demokratie in Europa. Die Theorie Stein Rokkans aus seinen gesammelten Werken rekonstruiert und eingeleitet von Peter Flora*, Frankfurt/Main, Suhrkamp, 2000. BARTOLINI S., *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980. The Class Cleavage*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000. Ce point est développé d'un point de vue théorique dans BARTOLINI S. and MAIR P., *Identity, competition, and electoral availability. The stabilization of European electorates 1885-1985*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1990, ch. 9.

Dans les années 90, il est probable que la mondialisation ait contribué ou ait catalysé le potentiel traditionnaliste-communautaire à l'extrémité "autoritaire" du clivage des valeurs d'au moins deux manières. D'abord, en raison d'une intensité et d'une vitesse historiquement inégalées des communications culturelles globales, les gens sont exposés aux valeurs d'autres cultures comme jamais avant²⁶. En second lieu, et probablement de manière bien plus importante dans notre contexte, l'immigration a graduellement rendu les sociétés européennes davantage multiculturelles. Ainsi, on expérimente les interactions entre personnes de différents milieux culturels plus directement, plus localement et de façon plus présente dans la vie de tous les jours, aussi bien que dans les médias. Même si les deux faits ne défient pas nécessairement l'identité en eux-mêmes, l'interaction croissante accentue les différences et présente donc une occasion pour des projets de construction d'une communauté exclusiviste²⁷.

On peut évidemment discuter du fait que la migration doive être conçue comme un aspect de la mondialisation. Ce qui importe ici, c'est que les courants intellectuels de la nouvelle droite européenne ont explicitement établi le lien entre le néolibéralisme, la mondialisation et l'immigration. Un faisceau idéologique s'est développé et lie l'opposition à ces phénomènes à une défense de la tradition et de la communauté²⁸. Ainsi les valeurs morales traditionnelles, les attitudes anti-immigrés et anti-néolibérales forment un modèle idéologique qui est au cœur de ce nouveau potentiel opposé à la mondialisation. Ce sont ces enjeux politiques par excellence qui donnent un contenu tangible à la recherche diffuse de la communauté d'une reconnaissance et d'un modèle de valeurs autoritaire-traditionnaliste.

Structures d'opportunité pour les partis populistes de droite dans les années 90

Que les partis populistes de droite réussissent ou non à mobiliser le potentiel anti-mondialiste esquissé ci-dessus dépend d'une série de facteurs dont le plus important est la position des partis établis. Là où ces partis défendent des valeurs sociales traditionnelles et ne laissent pas le sujet de l'immigration aux acteurs politiques marginaux, les partis populistes de droite parviennent vraisemblablement moins à mobiliser le potentiel décrit ci-dessus.

26. HELD D. and MCGREW A., *op. cit.*, 2000, p. 17.

27. Mon argument ici se base sur les mécanismes socio-psychologiques postulés par la théorie de l'identité, qui revient à TAJFEL H., *op. cit.*, 1981. Comme Tajfel et les chercheurs qui travaillent dans sa tradition l'ont montré, l'identification au groupe est "formable" à un certain degré, et ne requiert pas de compétition pour les ressources, comme la théorie réaliste des conflits de groupe le suggère.

28. Voir ANTONIO R. J., "After Postmodernism : Reactionary Tribalism", *American Journal of Sociology*, Vol. 106, No. 2, 2000, pp. 40-87. BETZ H.-G., *op. cit.*, 2002. BETZ H.-G., *op. cit.*, 2004.

Une thèse centrale qui sous-tend mon argument, cependant, est que les partis populistes de droite sont renforcées par la mondialisation grâce à leur flexibilité stratégique qui leur permet de s'adapter plus rapidement à de nouveaux potentiels politiques que les partis avec une structure interne pluraliste.

Les partis populistes de droite, dans les années 80, ont adopté une position claire sur le pôle autoritaire de l'axe de valeurs libertaire-autoritaire, mais différent dans leur positionnement sur l'axe économique, selon l'analyse de Kitschelt et de McGann²⁹. À ce pôle autoritaire, la fidélité au groupe, les valeurs morales traditionnelles, et la prudence vis-à-vis du changement sont accentuées. Dans le cadre de la mondialisation, nous pouvons nous attendre à que les partis populistes de droite continuent à défendre ces valeurs. Et, en même temps, qu'ils soulignent davantage les conceptions "communautaires" proches de celles des penseurs de la Nouvelle Droite, comme le besoin de préserver les traditions culturelles et les appels patriotiques pour stimuler un esprit de communauté dans un monde plus multiculturel où les frontières sont moins claires qu'il y a quelques décennies. Selon cette pensée, une force conservatrice ou réactionnaire contre les conceptions universalistes de la communauté est également observable, puisque ces penseurs dénoncent en même temps "l'hégémonie culturelle" de la Nouvelle Gauche³⁰.

Le travail de Hans-Georg Betz sur le discours des partis populistes extrémistes de droite témoigne du fait que les entrepreneurs politiques habiles sont parvenus à activer ce "potentiel communautaire"³¹. En ce qui concerne les positions politiques plus spécifiques, j'ai proposé deux mécanismes. Le premier est lié à l'augmentation de la compétition économique et de la modernisation, menant au soutien pour des politiques protectionnistes dans les relations extérieures, même si ces partis peuvent continuer à préconiser des positions antiétatiques dans les relations internes. Le second mécanisme, lié à la mondialisation culturelle, mais principalement un produit de la construction politique, conduit les personnes à attribuer divers problèmes comme la croissance de l'insécurité et du crime à l'immigration, et à soutenir de ce fait les lois anti-immigrés et les politiques de maintien de l'ordre. Considérées ensemble, on s'attend à ce que les deux mécanismes mènent au soutien d'une position de démarcation nationale complète. Ainsi, c'est seulement dans les années 90 que les partis populistes de droite se sont constitués en tant que contre-mouvement aux mouvements libertaires de gauche.

29. KITSCHELT H. and MCGANN A., *op. cit.*, 1995.

30. ANTONIO R. J., *op. cit.*, 2000, p. 57.

31. BETZ H.-G., *op. cit.*, 2002 ; BETZ H.-G., *op. cit.*, 2004.

Dans l'analyse de l'espace politique de quatre pays qui va suivre, il sera possible de dépister les positions des partis populistes de droite sur ces enjeux lors de quatre élections en France, en Suisse, en Autriche, et aux Pays-Bas. Dans la mesure où le Front National, le *Schweizerische Volkspartei/ Union démocratique du centre* (SVP/UDC), le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ) et la liste de Pim Fortuyn ont abandonné une stratégie anti-establishment spécifique aux pays et essayent de mobiliser les potentiels structurels résultants de la mondialisation, on s'attend à ce que leur profil programmatique soit similaire.

Les partis populistes de droite dans l'espace politique des années 90 : une convergence des profils programmatique ?

Pour pouvoir identifier les lignes de conflit structurant la compétition politique dans les élections, nous avons effectué une analyse de "l'offre politique" dans les médias dans les deux mois précédents l'élection pour la première chambre parlementaire de chaque pays³². Dans chaque pays, un journal de qualité et un tabloïde ont été choisis³³. Nous avons retenu tous les articles et les publicités liés à la compétition électorale, ou à la politique en général, pendant les deux derniers mois avant le jour d'élection, pour trois élections dans les années 90 et le début des années 2000 et pour une élection dans les années 70. Ces articles et ces publicités ont ensuite été codés phrase par phrase selon la méthode développée par Kleinnijenhuis et ses collaborateurs³⁴.

Les acteurs politiques ont été codés selon leur adhésion partisane. Les petits partis ont été regroupés. Par exemple, en France, la catégorie UDF comporte aussi plusieurs petits partis du centre. Pour assurer la fiabilité, certains des partis plus petits ont dû être exclus de l'analyse quand il n'y avait pas assez d'informations sur leur position vis-à-vis des enjeux. Pour les enjeux politiques, un schéma détaillé de codage a été employé. Il est constitué de 200 catégories ou plus. Pour l'analyse statistique, ces catégo-

32. En France, à l'exception de la campagne parlementaire de 1978, les analyses portent sur les élections présidentielles. Le choix d'une élection parlementaire pour les années 70 est dû aux contraintes liées aux données.

33. Les journaux étaient *Le Monde* et le *Parisien* pour la France, *Neue Zürcher Zeitung* et *Blick* pour la Suisse, *Die Presse* et *Kronenzeitung* en Autriche, *NRC Handelsblad* et *Algemeen Dagblad* aux Pays-Bas.

34. KLEINNIJENHUIS J. and DE RIDDER J. A., "Issue News and Electoral Volatility. A Comparative Analysis of Media Effects During the 1994 Election Campaigns in Germany and the Netherlands", *European Journal of Political Research*, Vol. 33, 1998, pp. 413-437. KLEINNIJENHUIS J. and PENNINGNS P., "Measurement of Party Positions on the Basis of Party Programs, Media Coverage and Voter Perceptions", in LAVER M., (ed.), *Estimating the Policy Position of Political Actors*, London, Routledge, 2001, pp. 162-182.

ries ont été regroupées en 12 groupes plus larges. La liste qui suit détaille le contenu de ces catégories. Toutes représentent une direction claire, et la position de l'acteur envers elles peut être positive ou négative. Les abréviations entre parenthèse se rapportent à celles utilisées dans les figures qui seront présentées par la suite :

- *Welfare* : développement de l'État providence et de la défense contre le recul de l'État providence. Les réformes fiscales qui ont des effets redistributifs, les programmes pour l'emploi et la santé.
- *Budget* : rigueur budgétaire, réduction du déficit de l'État, réduction des dépenses, déduction des impôts qui n'ont pas d'effet redistributif.
- *Economic Liberalism* (ecolib) : soutien à la dérégulation, soutien à la concurrence et à la privatisation. Opposition à la régulation du marché et au protectionnisme économique dans l'agriculture et d'autres secteurs.
- *Cultural Liberalism* (cultlib) : soutien aux objectifs des Nouveaux Mouvements Sociaux : paix, solidarité avec le Tiers-Monde, égalité des sexes, droits de l'homme. Soutien à la diversité culturelle, coopération internationale (excepté pour l'Union européenne et l'OTAN), soutien aux Nations-Unies, Opposition au racisme, au soutien à la droite, à l'avortement et à l'euthanasie.
Cultural Protectionism, regroupé dans la même catégorie, mais codé avec direction inverse : Patriotisme, appels à la solidarité nationale, défense de la tradition et souveraineté nationale, valeurs morales traditionnelles.
- *Europe* : soutien pour l'intégration européenne – comprenant l'élargissement – ou pour l'adhésion à l'Union, dans le cas de la Suisse et de l'Autriche.
- *Culture* : soutien à l'éducation, à la culture et à la recherche scientifique.
- *Immigration* : soutien à une politique d'immigration et d'intégration dure, et à la restriction du nombre d'étrangers.
- *Army* : soutien à l'armée (OTAN inclus), soutien à une défense nationale forte, et aux armes nucléaires.
- *Security* : renforcement de la sécurité intérieure et de l'ordre public, de combat contre la criminalité et la corruption politique.
- *Environment* (eco) : soutien à la protection de l'environnement, opposition à l'énergie atomique.
- *Institutional Reforms* (iref) : soutien aux diverses réformes institutionnelles telles que la prolongation des droits démocratiques directs, appels à l'efficacité de l'administration publique.
- *Infrastructure* (infra) : soutien à l'amélioration de l'infrastructure.

Les données ont été ensuite analysées en utilisant une méthode multidimensionnelle (*multidimensional Scaling* – MDS) qui permet de représenter, pour chaque pays, les partis et les enjeux dans un espace dont le

nombre de dimensions est réduit³⁵. Dans notre cas, pour chacune des 12 catégories, nous avons calculé la distance moyenne entre les partis pris individuellement et les enjeux concernés par la catégorie concernée. Pour donner plus de poids aux rapports les plus marquants entre les acteurs et les enjeux politiques qu'aux rapports moins marquants, nous avons employé dans cette analyse dimensionnelle une *Weighted Metric Multidimensional Scaling*³⁶. Dans chacun des quatre pays, l'espace politique s'avère clairement bidimensionnel. Ceci signifie qu'ajouter des dimensions ne mène pas à une meilleure solution. Cependant, dans le cas des Pays-Bas, l'élection de 1972 a dû être abandonnée pour obtenir une solution stable.

Les résultats de l'analyse sont présentés pour l'Autriche, les Pays-Bas, la France et la Suisse dans les Figures 1 à 4. En raison des limitations de l'espace, je me concentrerai plus étroitement sur les partis populistes de droite dans l'interprétation qui suit. La raison pour laquelle tous les partis ont été inclus dans l'analyse est que nous considérons un espace politique structuré par l'interaction de tous les partis – par le système de parti, en d'autres termes. Une convergence possible du profil programmatique des partis populistes de droite, dans le cadre que j'ai présenté, doit alors être l'expression d'une plus large transformation des systèmes de partis d'Europe occidentale.

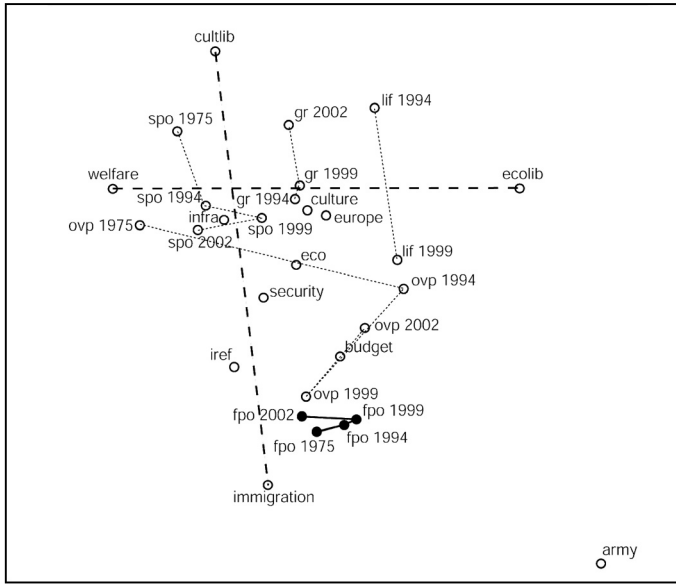
Dans les quatre figures, un premier axe a été tracé entre "welfare" et "economic liberalism" pour représenter le conflit de politique distributionnel. Nous avons appliqué une rotation sur toutes les configurations pour que cet axe soit horizontal dans l'espace politique. Cette ligne peut être considérée comme la ligne d'opposition gauche-droite traditionnelle, ou comme le contenu politique du clivage traditionnel entre État et marché. L'axe culturel a été tracé en reliant "immigration" et "cultural liberalism" ou "Europe". Comme relier des points extrêmes a plus de sens pour l'interprétation d'une configuration MDS, "Europe" ou "cultural liberalism" ont été choisis comme pôle pro-intégration, selon celui des deux qui s'éloigne le plus de la position d'anti-immigration. Ici, il est important de souligner que les dimensions résultant de l'analyse MDS ne sont pas substantiellement significatives. La seule information pertinente fournie est la distance entre les partis et les catégories d'enjeux. Cependant, les axes théoriquement significatifs peuvent être tracés dans la distribution pour faciliter l'interprétation. Il faut aussi garder à l'esprit que les distances dans les solutions sont significatives seulement l'une par rapport à l'autre, et non en termes absolus. Ainsi, par exemple, les partis populistes de droite peuvent ne pas être juste à côté du

35. COXON A. P. M., *The User's Guide to Multidimensional Scaling*, London, Heinemann Educational Books, 1982. RABINOWITZ G. B., "An Introduction to Nonmetric Multidimensional Scaling", *American Journal of Political Science*, Vol. 19, No. 2, 1975, pp. 343-390.

36. Cela peut être réalisé en utilisant l'algorithme Proxcal disponible dans le logiciel SPSS.

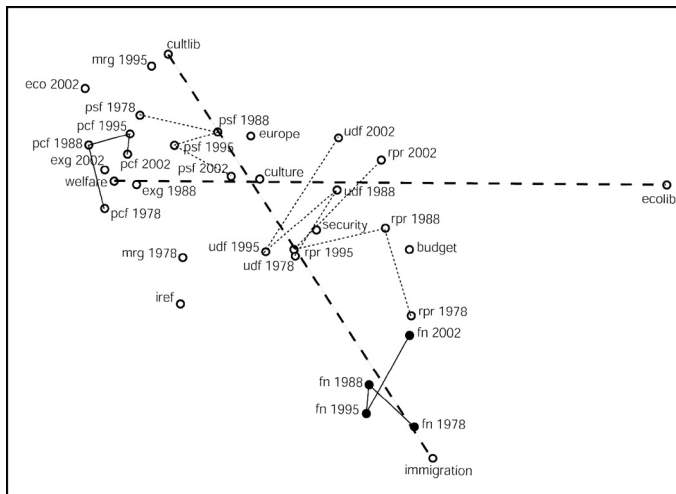
sujet de l'immigration en termes absolus, parce que leur proximité par rapport à d'autres enjeux les "tire" dans une autre direction.

Figure 1 : Autriche



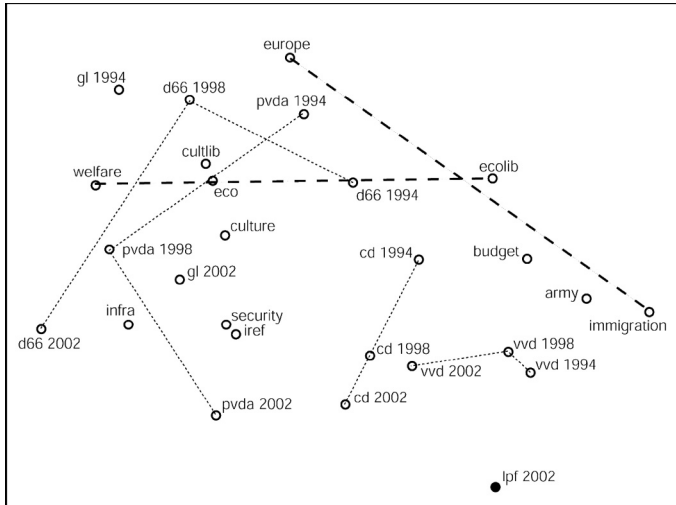
Légende : fpo : Freiheitliche Partei Österreich (Parti autrichien pour la liberté) ; ovp : Österreichische Volkspartei (conservateurs) ; lif : Liberales Forum ; spo : Socio-démocrates ; gr : verts.

Figure 2 : France



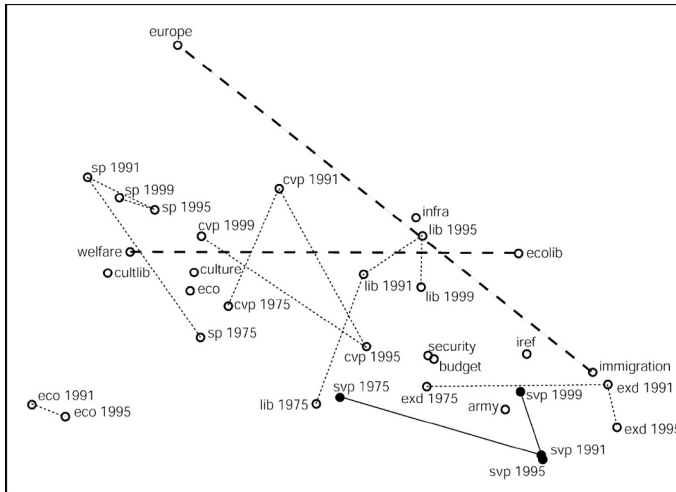
Légende : fn : Front National, Mouvement National Républicain (MNR) ; rpr : Rassemblement pour la République ; udf : Union pour la Démocratie Française, petits partis du centre ; mrg : Mouvement des Radicaux de Gauche ; psf : Parti Socialiste Français ; pcf : Parti Communiste Français ; eco : Verts, partis écologiques ; exg : extrême gauche.

Figure 3 : Pays-Bas



Légende : lpf : Liste Pim Fortuyn, Leefbaar Nederland ; vvd : Conservateurs ; cd : Christian Democrat group ; d66 : Democrates '66 ; pvda : Parti des travailleurs ; gl : Green Left (Groenlinks, PSP, PPR).

Figure 4 : Suisse



Légende : svp : Schweizerische Volkspartei/Union démocratique du centre (UDC) ; exd : extrême droite, lib : libéraux (FDP), cvp : groupe chrétien-démocrate ; sp : Socio-démocrates ; eco : verts.

Nous nous apercevons immédiatement, quand nous regardons les modèles généraux, que la *configuration des solutions alternatives présentées dans les quatre systèmes de parti est semblable de façon saisissante*. La compétition politique est structurée partout par un axe de conflit économique et

culturel, cependant, selon des degrés variables. Les figures montrent également que *les partis populistes de droite sont situés du côté du pôle culturel de l'axe de conflit*. La conclusion la plus importante est que partout, ils se trouvent près de la catégorie d'enjeux "immigration" et loin des catégories "cultural liberalism" et "Europe". Ainsi, ce ne sont pas des partis à enjeu unique, mais des partis représentant un faisceau idéologique plus général centré sur une conception exclusiviste de la communauté, ainsi que sur la défense de la tradition et des valeurs morales. En général, les partis populistes de droite sont également proches de mesures de renforcement de la sécurité intérieure et de l'ordre public ("security") et des réformes institutionnelles qui incluent les appels à la démocratie directe.

Concernant tous les enjeux de la dimension culturelle, les partis populistes de droite se situent clairement au pôle opposé de la Nouvelle Gauche, représentée par les partis socio-démocrates et les partis verts. Quant aux deux catégories d'enjeux du pôle universaliste-intégrationnaliste de l'axe culturel, nous pouvons voir qu'en Suisse et aux Pays-Bas, le soutien à l'intégration européenne est plus polarisant, alors qu'en Autriche et en France, c'est clairement le libéralisme culturel qui est le plus conflictuel des deux enjeux. Dans les deux cas, le modèle général s'accorde ainsi plutôt bien à la position postulée des partis populistes de droite selon la logique culturelle-identitaire. En revanche, leur position est moins uniforme au sujet des enjeux représentant le clivage État-marché, où mon hypothèse postulait un éloignement du néolibéralisme vers une position plus étatiste. Je discuterai ces différences dans la brève interprétation qui suit et qui se concentrera sur les pays pris individuellement.

En *Autriche*, l'axe culturel coupe l'axe distributionnel de façon très claire. Le FPÖ est situé sur une ligne culturelle de conflit et plutôt éloigné de l'axe distributionnel, près de l'anti-immigration et le plus éloigné du libéralisme culturel. En même temps, le FPÖ s'est éloigné du néo-libéralisme, qui était un enjeu qu'il défendait dans les années 80, et est maintenant localisé plus près de "welfare" que d'"ecolib". C'est moins évident dans la figure, où sa position est également conditionnée par d'autres enjeux, mais la similarité des mesures montre qu'entre 1999 et 2002, le FPÖ a complètement renversé sa position et est passé de pro "welfare" à une position anti- "economic liberalism"³⁷.

Ce mouvement est conforme à une stratégie visant à mobiliser les perdants de la modernisation économique ou de la mondialisation. Le profil programmatique du FPÖ se conforme ainsi aux attentes dérivant à la fois du culturel-identitaire et de la logique économique de la mobilisation des partis

37. Les tableaux contenant les positions d'enjeux des partis politiques sont consultables sous l'adresse suivante : <http://www.ipz.unizh.ch/npw/tables.html>.

populistes de droite et représente ainsi en quelque sorte “le cas typique” du parti anti-mondialiste. Cela ne signifie pas le succès, naturellement, puisque d’une part, les partis populistes de droite font face à des problèmes quand ils sont dans le gouvernement, et que d’autre part, les partis établis peuvent chercher à mobiliser le même potentiel, même si c’est plus difficile pour eux, comme j’en ai discuté. Ainsi il est tout à fait saisissant de voir comment les conservateurs (ÖVP) se sont rapprochés de la position du FPÖ, particulièrement dans la campagne pour les élections de 1999.

En France, nous trouvons une situation semblable à quelques égards à celle de l’Autriche. L’axe culturel coupe également l’axe distributionnel, et ici aussi, le libéralisme culturel et les positions anti-immigration sont situés aux points extrêmes de cet axe. L’analyse empirique de l’espace politique indique ainsi une distribution triangulaire, avec les partis de gauche situés en haut à gauche, les partis modérés de droite à droite et le Front National en bas de l’axe culturel. Ce modèle triangulaire est conforme à l’analyse des préférences de valeur des électeurs français³⁸. En même temps, la position du Front National concernant les enjeux distributionnels n’est pas nette. En 2002, il s’est rapproché du libéralisme économique et s’est éloigné des positions plus pro-welfare qu’il avait prises en 1998 et 1995. De la sorte, il ne défend pas les politiques que j’avais postulées, proches des préférences des perdants de la mondialisation en termes économiques.

Aux Pays-Bas, l’axe reliant “Europe” et “immigration” coupe l’axe distributionnel, mais il y a également des signes d’une intégration des deux dimensions³⁹. Le mouvement de Pim Fortuyn est situé plutôt près d’une position anti-immigration mais en fait, le VVD conservateur défend une telle position encore plus clairement. D’autre part, le LPF est manifestement placé loin du libéralisme culturel. Ceci reflète son opposition au modèle multiculturel de l’intégration sociale, exigeant à la place que les étrangers s’adaptent à la culture hollandaise. Cependant, il est frappant de voir comment aux Pays-Bas, tous les partis établis se sont déplacés vers le pôle de démarcation de l’axe culturel. Le LPF a fait face à l’opposition forte d’autres partis situés dans une position semblable, et par conséquent n’a pas constitué un pôle unique dans l’espace politique. Le profil programmatique du LPF concernant l’État providence et le libéralisme économique est clairement plus proche d’une position libéraliste qu’étatique, ne confirmant de ce fait pas la logique économique d’un profil anti-mondialiste.

Finalement, *en Suisse*, l’axe culturel semble fortement polarisant, et le

38. GRUNBERG G., SCHWEISGUTH E., “La tripartition de l’espace politique”, dans PERRINEAU P., YSMAL C. (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 341-362.

39. Aux Pays-Bas, le “Centrumsdemokraten” et d’autres partis de droite radicaux ont dû être exclus de l’analyse parce que nous avions trop peu d’observations sur leur positionnement.

SVP/UDC est clairement situé à un pôle de cette position, préconisant le protectionnisme culturel par opposition au libéralisme culturel, et une politique stricte d'immigration. L'opposition ardente du SVP/UDC à rejoindre l'Union Européenne est évidente d'après la situation de cet enjeu, dont la position est beaucoup moins centrée que dans la plupart des autres pays. En même temps, nous pouvons voir que l'axe culturel du conflit ne coupe pas l'axe distributionnel de façon très claire. L'anti-immigration est située beaucoup plus près du libéralisme que de l'appui à l'État providence.

Par conséquent, la position du SVP/UDC dans le domaine économique se distingue d'une position appropriée pour mobiliser le potentiel économique dérivant du processus de mondialisation. Cependant, en tant que non membre de l'Union européenne, le refus du SVP/UDC de rejoindre l'Union peut aussi bien être considéré comme une expression du protectionnisme. Et en Suisse, dans les médias, la portée de la dimension culturelle du conflit est clairement plus forte que celle du conflit de redistribution. Il est donc possible que la mobilisation du SVP/UDC soit davantage conduite par une logique culturelle-identitaire que par une logique rationaliste-économique.

Ce qui frappe au sujet du SVP/UDC, c'est le fait qu'il s'est déplacé d'une position de droite modérée en 1975 vers un espace politique à l'origine occupé par les partis de droite radicale telles que le *Freiheitspartei*, les *Schweizer Demokraten* et l'*Eidgenössisch-demokratische Union*. Au cours de ce changement programmatique, les partis de droite en Suisse ont presque disparu.

Conclusion

L'analyse empirique de l'espace politique montre que les partis populistes de droite sont semblables dans leurs positions sur l'axe culturel structurant le positionnement des partis dans les quatre pays examinés. En outre, préconisant un concept d'identité collective exclusiviste et des valeurs traditionalistes-autoritaires, ils contribuent également à une certaine similitude dans la structure de compétition dans ces systèmes de parti.

J'ai suggéré deux mécanismes par lesquels la mondialisation contribue à un potentiel politique que les partis populistes de droite semblent particulièrement susceptibles de mobiliser. Le premier est culturel-identitaire, et recouvre les valeurs autoritaires avec un nouvel accent sur la nécessité de préserver une communauté culturellement homogène. Selon mon argument, et selon les préceptes de la psychologie sociale, les acteurs politiques ont utilisé les enjeux anti-immigration pour construire une forme exclusiviste de l'identité qui, à partir des années 90, a été pleinement couronnée de succès dans la mobilisation d'un contre-mouvement de droite assez large à la gauche libertaire. La propagation des politiques anti-immigré et d'un nom-

bre important de valeurs opposées au “cultural liberalism” est la pièce maîtresse du profil programmatique des partis populistes de droite.

En ce qui concerne le second mécanisme, le mécanisme économique, j’ai postulé que les partis populistes de droite semblent bien adaptés à mobiliser le potentiel des individus moins qualifiés qui sentent leurs chances dans la vie être menacées par le processus de mondialisation économique. Il existe des indices qui montrent que le FPÖ autrichien mobilise de plus en plus les électeurs le long de ces lignes. Le FPÖ s’est clairement déplacé vers la gauche et éloigné du libéralisme économique qu’il avait préconisé particulièrement dans les années 80. En même temps, les résultats d’enquête suggèrent que le FPÖ est devenu le parti le plus fort parmi les ouvriers non qualifiés en Autriche⁴⁰. Dans les autres pays, cependant, aucun mouvement de ce genre n’est visible. Tandis que le LPF hollandais et le SVP/UDC Suisse soutiennent le libéralisme économique et les politiques d’assistance sociale, la position du Front National français change à cet égard plutôt fortement d’une élection à l’autre. Ainsi, le profil programmatique de ces partis ne se conforme pas à ce que nous pourrions penser être les préférences des “perdants de la mondialisation”.

Cependant, dans cet article, j’ai seulement examiné le positionnement des partis du côté de “l’offre politique”, laissant de côté pour le moment les caractéristiques et les préférences des électeurs qui constituent le “côté de la demande”. En conséquence, nous ne savons pas encore dans quelle mesure les préférences des électeurs populistes de droite rencontrent les politiques préconisées par ces partis, et selon lesquelles des deux axes identifiés – l’axe économique État-marché ou l’axe culturel-identitaire – les électeurs des partis populistes de droite font réellement leur choix de vote. La question demeure également quant à savoir si les oppositions détectées, à long terme, mèneront à la formation d’un clivage structurel. Le nouveau pôle programmatique détecté pourrait stimuler le processus de formation des identités collectives du contre-mouvement de droite à la gauche libertaire. Dans un sens, alors, les partis populistes de droite pourraient étendre les conditions préalables pour la formation d’un tel clivage, même si eux-mêmes peuvent, un certain jour, s’avérer avoir été un phénomène provisoire. Deux cas illustrent ce point : aux Pays-Bas, le LPF est déjà situé dans un espace relativement occupé, alors qu’en Autriche, le ÖVP conservateur est entré dans un terrain proche de la patrie du FPÖ.

40. PLASSER F. and ULRAM P. A., “Rechtspopulistische Resonanzen : Die Wählerschaft der FPÖ”, in PLASSER F., ULRAM P. A. and SOMMER F. (Hrsg.), *Das Österreichische Wahlverhalten*, Wien, Signum, 2000, pp. 225-241.